

L'EQUATEUR et sa « révolution du bien vivre »

Le réalisateur Pierre Carles tourne actuellement en Equateur le deuxième volet d'une série documentaire consacrée au « miracle équatorien ». Il y explique que Rafael Correa, le président du pays, va à l'envers de l'orthodoxie économique mondiale et obtient de probants résultats, pendant que l'Europe, enfermée dans ses vieilles recettes, s'enfonce dans la crise.

Recueilli par Nicolas Bérard

Dans votre documentaire (1), vous montrez que les médias français se sont totalement désintéressés de la visite du président équatorien Rafael Correa. Comment l'expliquez-vous ?

Pierre Carles : Ils ne prennent pas au sérieux les chefs d'Etat qui mènent des politiques de non-austérité dans des domaines comme le système éducatif, le système de santé, le logement social. Ils n'admettent pas que l'on puisse augmenter le salaire minimum et le taux d'imposition des personnes les plus aisées ou des grosses entreprises alors qu'ils ne cessent de nous expliquer que c'est le contraire qu'il faut faire. Bref, les politiques de régulation ou de limitation du capitalisme (sous sa forme sauvage néo-libérale) ne sont pas leur tasse de thé. Et si ces politiques étatiques, comme en Equateur, donnent d'excellents résultats, du moins en se fiant aux critères que mettent habituellement en avant ces grands médias – taux de croissance économique, taux de chômage, endettement de l'Etat –, ils préfèrent tout simplement ne pas en parler. Ils ne peuvent pas non plus admettre que les pays du sud dits « sous-développés » puissent nous donner des leçons. Ça révèle probablement un complexe de supériorité intellectuel.

Depuis l'élection de Correa, on parle du « miracle équatorien » : baisse du chômage, de la criminalité, des inégalités, meilleure éducation, amélioration du système de soins... Or il explique que, pour atteindre ces résultats, il ne faut surtout pas suivre les recommandations du FMI, mais donner le pouvoir aux êtres humains, et non au capital. Comment cela se concrétise-t-il ?

PC : Il faut voyager en Equateur pour se rendre compte des effets de cette politique menée depuis huit ans. Tout n'est pas rose. Cette « *revolucion del buen vivir* » (révolution du bien vivre, ndlr) ne fait pas que des heureux. L'extraction du pétrole, l'exploration des mines, la construction des grandes centrales hydroélectriques se font aussi parfois au détriment de communautés locales. Tout cela bénéficie à la majorité de la population, mais il y a des mécontents. La politique de Correa ressemble, par certains aspects, à celle menée par De Gaulle juste après-guerre, lorsque le communiste Ambroise Croizat était ministre du travail et mettait en place la sécurité sociale. Ici Correa reconstruit un Etat dévasté par une guerre économique, celle de la fin des années 90 – début des années 2000. Mais cet Etat protecteur et paternaliste peut être très intrusif. Il tente par exemple de s'immiscer dans la vie familiale pour préconiser le type de sexualité que doivent avoir les jeunes, notamment les jeunes femmes. Même chose pour l'avortement, toujours illégal en Equateur, y compris en cas de viol.

Le gouvernement équatorien a supprimé la notion d'« étranger ». Ce genre de réforme paraît totalement impossible en France et en Europe. Faut-il aller en Amérique latine pour



trouver de l'imagination politique ?

PC : Il y a en effet, parmi les mesures qui ont été prises, des choses qui nous paraissent impensables aujourd'hui en France. Il n'existe pas de centre de rétention pour les sans-papiers ni de reconduites à la frontière. Au bout de 5 ans de résidence, un étranger a le droit de voter à toutes les élections et de se présenter à toutes les élections (à l'exception de la présidentielle). Une loi taxant fortement l'héritage afin de limiter le développement des dynasties et de lutter contre les élites économiques qui se transmettent le pouvoir de génération en génération est en cours d'examen à l'Assemblée nationale. Le nouveau code de propriété intellectuelle, lui aussi en discussion à l'Assemblée, est très novateur et devrait limiter les abus de la propriété privée, favoriser la fabrication des médicaments génériques, etc.

Certains diront que rien n'aurait été possible sans l'exploitation du pétrole, l'Equateur possédant d'importantes réserves d'or noir...

PC : L'Equateur est encore fortement dépendant des revenus du pétrole mais son budget public ne l'est plus. Ce sont surtout les impôts, bien plus élevés qu'avant, qui financent désormais le fonctionnement de l'Etat. L'argent du pétrole sert surtout à l'investissement, au lancement de projets d'infrastructures. Les revenus du pétrole ne partent plus majoritairement à l'étranger comme c'était le cas avant l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir : ils restent désormais en grande partie dans les mains de l'Etat, et financent les grands travaux comme la construction de centrales hydro-électriques, qui devraient permettre au pays d'être pratiquement indépendant en électricité renouvelable d'ici un an et demi. L'objectif de Correa est de ne plus

« Au cinéma, il y a deux types de film, les fictions et les documentaires. Nous, en tant que documentaristes, on aime bien quand la réalité dépasse la fiction. »

Pierre Carles, réalisateur

avoir besoin, à terme, du pétrole comme source d'énergie locale, mais de s'en servir comme produit d'exportation.

Dernièrement, l'Equateur a procédé à la plus grande opération de reboisement jamais réalisée. La dimension écologique – malgré l'exploitation de pétrole – est-elle également importante dans les actions de ce gouvernement ?

PC : Je n'ai pas suivi cette affaire. Il faut se méfier de ce genre d'opération où l'arbre peut parfois... cacher la forêt. En matière d'environnement, le modèle équatorien n'est pas, semble-t-il, à la hauteur de la nouvelle Constitution de 2008 qui accorde des droits inaliénables à la nature. Il y a parfois un écart entre la Constitution et son application, par exemple en matière de souveraineté alimentaire et de développement des cultures vivrières. Le modèle agricole soutenu par le gouvernement est plutôt un modèle tourné vers la monoculture et l'exportation de bananes, de crevettes, de cacao, de brocolis, de fleurs... Mais comme le tourisme est en train de devenir une source de revenu importante du pays, ce dernier est obligé de protéger des espaces naturels et de miser sur un environnement relativement préservé.

Autour de quel(s) thème(s) tournera le deuxième volet de ce documentaire, que vous êtes actuellement en train de tourner en Equateur ?

PC : Il tournera autour des thèmes que nous venons d'évoquer. Quel bilan peut-on tirer de cette expérience de gouvernement qui n'a pas d'équivalent en Europe ? On essaiera d'apporter au public quelques éléments d'informations sachant que nos moyens sont faibles par rapport à ceux des



chaînes de télévision. Nous travaillons sans lien avec celles-ci ni avec l'appui de gouvernements. Nous disposons donc de peu de ressources (2).

Souhaitez-vous réellement, comme vous le suggérez dans la première partie de votre documentaire, proposer Rafael Correa comme premier ministre de la France ?

PC : Il faudrait déjà qu'il y ait un ou une candidate à l'élection présidentielle en France qui réunisse les 500 signatures et réussisse à exfiltrer Rafael Correa d'Equateur à la fin de son deuxième mandat en février 2017. Il n'aura que 53 ans à ce moment-là. Les chefs de l'Etat avec un tel profil et un bilan pareil (les inégalités riches/pauvres ont baissé en Equateur alors qu'elles augmentent en France) ne sont pas légion et, même s'il a de nombreux défauts – il a dû mal à déléguer, il veut s'occuper de tout, il est parfois trop impulsif ou laisse aller ses penchants autoritaires –, ce serait dommage que ce savoir-faire ne profite pas à d'autres. Dernière chose : au cinéma, il y a deux types de film, les fictions et les documentaires. Nous, en tant que documentaristes, on aime bien quand la réalité dépasse la fiction.

• 1 - Les ânes ont soif (Opération Correa, 1^{er} épisode – 54 minutes), de Pierre Carles, en collaboration avec Nina Faure et Aurore Van Opstal. Annie Gonzalez et C-P Productions. Pour voir les dates et lieux de projections ou pour acheter le DVD : www.cp-productions.fr.

• 2 - Pour financer ce 2^e film indépendant, un appel à dons est ouvert sur le site www.cp-productions.fr. Il est également possible d'envoyer un chèque à CP Production, 9 rue du Jeu de ballon, 34000 Montpellier.